

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 Lille

Lille, le 09/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**EXIDE TECHNOLOGIES SAS**

5/7 allée des Pierres Mayettes  
92230 Gennevilliers

Références : 2025\_03\_31\_Exide\_Lille\_CI\_Eau  
Code AIOT : 0007000523

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/03/2025 dans l'établissement EXIDE TECHNOLOGIES SAS implanté 180, rue du Faubourg d'Arras 59000 Lille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'est déroulée dans le cadre d'un contrôle inopiné sur les rejets aqueux de l'établissement.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EXIDE TECHNOLOGIES SAS
- 180, rue du Faubourg d'Arras 59000 Lille
- Code AIOT : 0007000523
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

Le site est implanté en zone urbaine dense, dans le quartier Faubourg d'Arras de Lille-Sud, à la limite de la commune de Faches-Thumesnil. Il est situé au 180 à 206 rue du Faubourg d'Arras et occupe environ 7,5 hectares.

L'environnement immédiat du site est le suivant:

- à l'Est, la rue du Faubourg d'Arras, et au-delà la commune de Faches-Thumesnil ;
- au Nord, la ZAC Arras - Europe ainsi qu'un parc accueillant la salle polyvalente «Le grand sud» ;
- au Nord-Ouest, des espaces verts et la médiathèque de Lille-Sud puis la rue de l'Asie et au-delà le cimetière du Sud ;
- à l'Ouest, une entreprise de chaudronnerie industrielle bordée par la rue de l'Asie et la rue Tilmant ;
- au Sud-Ouest, des terrains rétrocédés par la société Exide Technologies à la Ville de Lille via la Sorelli, puis la rue Tilmant ;
- au Sud-est, une zone d'activités de services et des logements bordés par la rue Tilmant et la rue du Faubourg d'Arras; de l'autre côté de la rue Tilmant, un groupe scolaire et des activités de service.

Les habitations les plus proches sont situées au nord-est du site, à une quinzaine de mètres de la clôture du site, séparées du site par la rue de l'Europe et un étroit espace vert. L'accès principal au site se fait à partir de la rue du Faubourg d'Arras.

La surface bâtie en exploitation représente près de 31000m<sup>2</sup> de surface au sol répartie sur de nombreux bâtiments (bâtiments A à M).

Au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, l'exploitation de l'usine de Lille est régulièrement autorisée par arrêté préfectoral (complété) du 24/01/1985. Le site relève également de la directive IED. Il n'est plus SEVESO depuis 2020.

### Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                  | Référence réglementaire                         | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|------------------------------------|---|--|-----------------------|
| 1  | Rejets aqueux                      | Arrêté Préfectoral du 02/11/2023, article 16    | Mise en demeure, respect de prescription   | 6 mois                |
| 2  | Rejets aqueux                      | Arrêté Préfectoral du 02/11/2023, article 17    | Mise en demeure, respect de prescription   | 6 mois                |
| 5  | Suites de l'inspection du 18/06/24 | Arrêté Préfectoral du 14/02/2020, article 2.5.1 | Demande d'action corrective  | 6 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                      | Autre information |
|----|---------------------|--|-------------------|
| 3  | Traitement des eaux | Arrêté Préfectoral du 02/11/2023, article 18 | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire                        | Autre information |
|----|-------------------|--|-------------------|
| 4  | Eaux souterraines | Arrêté Préfectoral du 02/11/2023, article 20.2 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant procède à ses contrôles réglementaires sur les rejets aqueux et les eaux souterraines. Les valeurs limites d'émissions ne sont pas toujours respectées pour les MES et le plomb dans les rejets aqueux. L'inspection propose à M. le Préfet un arrêté de mise en demeure à ce sujet. Par ailleurs, l'exploitant doit continuer à travailler sur le bruit de ses installations et fournir une analyse du suivi des eaux souterraines (comparaison amont/aval et comparaison aux campagnes précédentes).

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Rejets aqueux

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/11/2023, article 16  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sortie station de traitement   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Les effluents sortant de la station de traitement physico-chimique du site (eaux industrielles traitées) doivent présenter les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Température : &lt;30°C</li> <li>• pH : compris entre 5,5 et 8,5</li> <li>• Matières en suspension (MES) : &lt;10 mg/L</li> <li>• Plomb total : &lt; 0.5 mg/L</li> </ul> <p>La station de détoxification des eaux polluées est équipée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'un appareil de mesure en continu du pH, avec enregistrement des résultats, l'appareil étant doté d'un dispositif d'alarme ;</li> <li>• d'un dispositif de mesure en continu du débit, avec enregistreur et compteur totalisateur ;</li> <li>• d'un dispositif de prélèvement automatique destiné à constituer, par période de 24 heures, un échantillon représentatif des effluents traités.</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le contrôle inopiné prévu n'a pas pu avoir lieu. En effet, une opération de curage du bassin de décantation final a eu lieu le vendredi 28 mars 2025. Le bassin de décantation n'était pas suffisamment rempli pour pouvoir réaliser un prélèvement en sortie le jour de l'inspection. Le contrôle inopiné est reporté à une date ultérieure.</p> <p>—</p> <p>Par ailleurs, l'inspection a consulté les résultats de l'autosurveillance disponibles sur GIDAF pour l'année 2024 et les mois de janvier et février 2025.</p>  |

|  |
|--|
| <p>En sortie traitement, certaines VLE ne sont pas respectées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une valeur de pH à 2,3 et une valeur à 8,6, sans autres dépassements ;</li> <li>• de nombreux dépassements en plomb jusqu'à juin 2024 avec 2 dépassements à plus de 2 fois la VLE (valeur max : 1,340 mg/L), puis un retour à la norme ;</li> <li>• 24 dépassements en MES avec un maximum à 19 mg/L (dont 3 en février 2025).</li> </ul> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Les VLE ne sont pas toujours respectées, notamment pour le plomb et les MES.</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>   |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>   |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>   |

## N° 2 : Rejets aqueux

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/11/2023, article 17</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sortie site</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes les eaux usées de l'établissement, y compris les eaux industrielles traitées par la station de détoxification et les eaux pluviales, sont déversées dans le réseau d'assainissement urbain en un seul point de rejet.</p> <p>Les effluents rejetés au réseau d'assainissement urbain doivent être exempts :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de matières flottantes,</li> <li>• de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou des vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,</li> <li>• de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.</li> </ul> <p>Les effluents doivent respecter les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Température : &lt;30°C</li> <li>• pH : compris entre 5,5 et 9,5</li> </ul> <p>Le débit est limité à 1600 m3/j (débit hors eaux pluviales limité à 750 m3/j).</p> <p>Les eaux résiduaires rejetées au réseau public d'assainissement respectent par ailleurs les valeurs limites de concentration suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• MES : 35 mg/L</li> <li>• Plomb total : 0,5 mg/L</li> </ul> <p>[...]</p> <p>Le flux maximal de plomb total autorisé à être rejeté dans les effluents aqueux en sortie de site, avant raccordement au réseau d'assainissement urbain, est limité à 25 kg/an.</p> <p>[...]</p> <p>L'ouvrage assurant le rejet des eaux résiduaires au réseau d'assainissement urbain est pourvu :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'un dispositif de mesure en continu du débit, avec enregistreur et compteur totalisateur ;</li> </ul> |

- d'un appareil enregistreur en continu du pH ;
- d'un dispositif de prélèvement automatique destiné à constituer, par période de 24 heures, un échantillon représentatif des effluents rejetés, la prise instantanée étant proportionnelle au débit et prélevée dans une zone turbulente.

#### Constats :

Le contrôle inopiné prévu n'a pas pu avoir lieu. En effet, une opération de curage du bassin de décantation final a eu lieu le vendredi 28 mars 2025. Le bassin de décantation n'était pas suffisamment rempli pour pouvoir réaliser un prélèvement en sortie le jour de l'inspection. Le contrôle inopiné est reporté à une date ultérieure.

Par ailleurs, l'inspection a consulté les résultats de l'autosurveillance disponibles sur GIDAF pour l'année 2024 et le mois de janvier et février 2025.

En sortie site, certaines VLE ne sont pas respectées :

- 2 dépassements en MES, en janvier et février 2025, avec un maximum à 71 mg/L ;
- 27 dépassements en plomb depuis juillet 2024 avec 2 dépassements à plus de 2 fois la VLE (valeur max : 1,26 mg/L).

L'exploitant indique que des réflexions sont menées pour réduire le bassin de décantation afin d'éviter l'accumulation de polluant (voir point de contrôle n°5).

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les VLE en MES et en plomb ne sont pas toujours respectées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois

#### N° 3 : Traitement des eaux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/11/2023, article 18

**Thème(s) :** Risques chroniques, Entretien des installations

#### Prescription contrôlée :

Les installations et matériels concourant au traitement des eaux résiduaires sont correctement entretenus.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats des ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant procède à un curage semestriel du bassin de décantation finale et en assure la traçabilité.

Les appareils de mesure du pH, de prélèvements et de comptage seront robustes et fiables. Des dispositions sont prises pour assurer leur réparation ou leur remplacement dans les meilleurs

|   |
|---|
| délais et au plus tard dans le mois suivant leur mise en défaut.  |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant précise que les paramètres suivis en continu sont la température et le pH. Les autres paramètres, à savoir MES, plomb soluble et plomb particulaire, sont suivis journalièrement. Une alarme par courriel est transmise dès lors qu'une défaillance est observée sur une pompe, ainsi que lorsque les valeurs de pH sortent de la plage autorisée.<br><br>L'exploitant a fourni les bons d'intervention des curages du bassin de décantation final. Un pompage et nettoyage a eu lieu le 1 <sup>er</sup> février 2024 (SODI), puis le 19 août 2024, puis le 28 mars 2025.<br>La fréquence de nettoyage est respectée. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

#### N° 4 : Eaux souterraines

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/11/2023, article 20.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôles   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Deux fois par an au moins, en période de basses et hautes eaux, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe sur les cinq piézomètres.<br>L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité de l'installation. Les paramètres surveillés sont à minima : pH, MES, DCO, Pb, Sn, Sb, SO42-, HC totaux.<br>[...] |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a transmis les rapports d'analyse de l'année 2024 sur les prélèvements de CERECO sur les 5 piézomètres (PZ1 à PZ5). Un premier prélèvement a été réalisé le 30 mai 2024 et un second le 18 novembre 2024.<br>L'exploitant ne fournit pas d'analyse de ces résultats.  |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant fournit à l'inspection son appréciation des résultats de mesure sur les eaux souterraines. Il compare notamment les mesures amont/aval, et les évolutions d'une campagne à l'autre.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

#### N° 5 : Suites de l'inspection du 18/06/24

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/02/2020, article 2.5.1 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dépassements en MES                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b>  |

### Constat de l'inspection du 18/06/24 :

- Point de contrôle n°1

L'exploitant précise son organisation afin de ne jamais dépasser les 2 tonnes d'oxygène stockées sur site, considérant que chaque livraison comporte en elle-même 2 tonnes d'O<sub>2</sub>.

- Point de contrôle n°3

La réduction du bassin de rétention n'a pas été mise en place. Dans les faits, l'exploitant indique que le site n'utilise plus assez d'eau donc les effluents se concentrent et cela génère des dépassements des VLE. Le bassin serait trop grand pour les quantités d'effluents, ce qui implique que ces derniers stagnent pendant un temps trop long avant rejet et se chargent en MES, elles mêmes chargées en plomb. L'exploitant souhaiterait réduire la surface du bassin, en gardant la possibilité de ré-agrandir au besoin.

L'exploitant propose des solutions permettant le respect des VLE via le dépôt d'un porter à connaissance.

- Point de contrôle n°5

L'exploitant justifie les dépassements observés concernant les teneurs en plomb de ses effluents. Il établit un plan d'action permettant de s'assurer de rester sous les valeurs limites définies par l'arrêté préfectoral.

- Point de contrôle n°8

L'exploitant précise sa lecture des résultats transmis. Il établit par ailleurs, pour chaque campagne, une comparaison des points amont et aval afin de mettre en évidence ou de justifier l'absence de toute pollution des eaux souterraines.

- Point de contrôle n°9

L'exploitant définit les actions qu'il envisage de mettre en place pour se conformer aux prescriptions qui lui sont applicables. Il définit un plan d'action avec des délais associés. Ce plan d'action est transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de 1 mois. L'exploitant procède à un nouveau contrôle des niveaux de bruit à l'issue de la mise en place de son plan d'action et dans un délai n'excédant pas 1 an à compter de la date du présent rapport.

### **Constats :**

Point de contrôle n°1 : L'exploitant a répondu avoir diffusé l'information. Air liquide a pour consigne de s'assurer que la quantité maximale n'excède pas 2 tonnes, les chauffeurs d'air liquide disposent de cette information, un affichage est présent au poste de déchargement indiquant que la cuve ne doit pas être remplie à plus de 50% de sa capacité maxi de 3333 litres, soit 1666 litres.

Finalement, le poste de garde a pour consignes d'informer les services logistiques et HSE pour vérification et validation de la quantité livrée.

Il n'existe pas de moyens d'alarme.

—  
Point de contrôle n°3 : aucun porter à connaissance n'a été déposé et les modifications restent en attente de validation du budget.

—  
Point de contrôle n°5 : l'exploitant indique avoir eu un incident sur la pompe n°2 du point de



relevage n°8 (joint de bride détérioré) ce qui a projeté de l'eau de process dans la sur-verse du réseau pluvial. Le service maintenance est intervenu dans la foulée pour une réparation. Des dépassements restent cependant observables lors de la consultation des résultats d'autosurveillance sur GIDAF (cf. points de contrôle n°1 et 2)

Point de contrôle n°9 : d'après l'exploitant, la société SOCOTEC a précisé que l'augmentation sonore est liée au trafic routier, aux manœuvres sur site et à l'extracteur d'air sur laboratoire R&D ainsi que l'aspiration du bâtiment traction E. Concernant les manœuvres sur le site, l'exploitant a rappelé aux caristes de n'utiliser l'avertisseur sonore que lorsque nécessaire. Des travaux de voirie et de maintenance ont été réalisés au cours de l'été 2024. L'exploitant a fait procéder à de nouvelles mesures de bruit par SOCOTEC le 29 août 2024 sur deux points de mesure pour l'émergence. Les niveaux de bruit en limite de propriété sont respectés. L'émergence au point n°4 atteint 3,5 dB(A) avec tous les filtres en fonctionnement (pour rappel, l'émergence diurne est limitée à 5 dB(A)).

Il est à noter que les résultats sont présentés comme sous-estimés par SOCOTEC considérant les bruits continus émis par le bassin (proche point 2) et une ventelle (proche point 4). Cependant, le rapport mentionne également que l'extraction d'air du laboratoire n'est plus audible.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant continue à travailler sur le bruit de ses installations pour respecter toutes les valeurs réglementaires.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois